L'ÉTAT DE TRAITEMENT DES MEMBRES DU PERSONNEL DE DIRECTION
Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil d’administration de Corporation de l’École Polytechnique de Montréal


Responsabilité de la direction pour l’état du traitement


Responsabilité de l’auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l’état du traitement, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d’audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l’audit de façon à obtenir l’assurance raisonnable que l’état du traitement ne comporte pas d’anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans l’état du traitement. Le choix des procédures relève du jugement de l’auditeur, et notamment de son evaluation des risques que l’état du traitement comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d’erreurs. Dans l’évaluation de ces risques, l’auditeur prend en considération le contrôle interne de l’entité portant sur la préparation de l’état du traitement afin de concevoir des procédures d’audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d’exprimer une opinion sur
l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble de l'état du traitement.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

Référentiel comptable et restrictions à l'utilisation
Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le référentiel comptable appliqué est détaillé dans la section 3 du Guide de déclaration et mandat d'audit de l'état du traitement 2014-2015. Cet état du traitement a été préparé dans le but d'aider Corporation de l'École Polytechnique de Montréal à répondre aux exigences de l'article 4.1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire. En conséquence, il est possible que l'état du traitement ne puisse se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement aux membres du conseil d'administration de Corporation de l'École Polytechnique de Montréal et au ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Montréal
Le 31 août 2015

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A111208
École Polytechnique de Montréal (976002)

ÉTAT DU TRAITEMENT 2014-2015
(REQUIS EN VERTU DE LA LOI SUR LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT DE NIVEAU UNIVERSITAIRE)

FORMULAIRE DE DÉCLARATION

APPROUVÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

DATE: LE 24 SEPTEMBRE 2015

ADMINISTRATEURS:

Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
Secteur de l'enseignement supérieur
Direction générale du financement
Juillet 2015
### ÉTAT DU TRAITEMENT 2014-2015

ÉTABLISSEMENT : Ecole Polytechnique

#### TABLEAU 1 : TRAITEMENT IMPOSABLE DU PERSONNEL DE DIRECTION SUPÉRIEURE

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom et fonction</th>
<th>Valeur des composantes du traitement assujetties à l'impôt (en $)</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Salaire de base</td>
<td>Autres composantes du traitement</td>
</tr>
<tr>
<td>Thibodeau-DeGuire, Michèle - Présidente</td>
<td>108 000 $</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Guy, Christophe – Directeur général</td>
<td>245 348 $</td>
<td>15 474 $</td>
</tr>
<tr>
<td>Hurteau, Richard – Directeur de l'administration</td>
<td>199 701 $</td>
<td>3 052 $</td>
</tr>
<tr>
<td>Duby, Philippe – Directeur des ressources informationnelles</td>
<td>183 297 $</td>
<td>2 443 $</td>
</tr>
<tr>
<td>Lafleur, Pierre – Directeur des affaires académiques et internationales</td>
<td>199 701 $</td>
<td>3 052 $</td>
</tr>
<tr>
<td>Maurice, Luc – Secrétaire général et directeur du service juridique et à la gouvernance</td>
<td>151 602 $</td>
<td>4 804 $</td>
</tr>
<tr>
<td>Savard, Gilles – Directeur de la recherche et de l'innovation</td>
<td>199 701 $</td>
<td>3 052 $</td>
</tr>
</tbody>
</table>

(1) La valeur monétaire des droits d'indemnité de départ détenus et non exercés pendant l'année 2014-2015 doit apparaître en note complémentaire à l'état du traitement.
### État du traitement 2014-2015

**Établissement** : École Polytechnique

**Tableau 2** : Traitements imposables des autres catégories de personnel de direction

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de personnel</th>
<th>Effectif total de la catégorie (**)</th>
<th>Étendue du traitement</th>
<th>Salaire de base</th>
<th>Autres composantes du traitement</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Personnel de direction des composantes de l'établissement (*)</td>
<td>6,92</td>
<td>Le plus élevé</td>
<td>160 486 $</td>
<td>29 501 $</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Moyenne</td>
<td>149 996 $</td>
<td>25 198 $</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Le moins élevé</td>
<td>136 201 $</td>
<td>4 295 $</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnel de direction des services</td>
<td>18,59</td>
<td>Le plus élevé</td>
<td>162 370 $</td>
<td>19 870 $</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Moyenne</td>
<td>132 076 $</td>
<td>6 207 $</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Le moins élevé</td>
<td>107 498 $</td>
<td>- $</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnel de gérance des emplois de soutien</td>
<td>46,61</td>
<td>Le plus élevé</td>
<td>107 231 $</td>
<td>113 480 $</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Moyenne</td>
<td>89 289 $</td>
<td>7 407 $</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Le moins élevé</td>
<td>60 324 $</td>
<td>- $</td>
</tr>
</tbody>
</table>

(*) Excluant le doyen et le personnel de rang équivalent, lesquels doivent être déclarés au tableau 1 relatif au personnel de direction supérieure.

(**) En équivalence au temps plein; le calcul de la moyenne implique une référence au traitement versé.
ÉTAT DU TRAITEMENT 2014-2015

ÉTABLISSEMENT : École Polytechnique

TABLEAU 3 : VALEUR MONÉTAIRE NON VÉRIFIÉE DES ALLOCATIONS ET DES FRAIS REMBOURSÉS

1ère partie: Personnel de direction supérieure

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom et fonction</th>
<th>Allocations et frais remboursés</th>
<th>Nombre de mois dans la fonction</th>
<th>Valeur en $</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Thibodeau-DeGuire, Michèle - Présidente</td>
<td></td>
<td>12</td>
<td>2 200 $</td>
</tr>
<tr>
<td>Guy, Christophe – Directeur général</td>
<td></td>
<td>12</td>
<td>28 700 $</td>
</tr>
<tr>
<td>Hurteau, Richard – Directeur de l’administration</td>
<td></td>
<td>12</td>
<td>5 500 $</td>
</tr>
<tr>
<td>Duby, Philippe – Directeur des ressources informationnelles</td>
<td></td>
<td>12</td>
<td>6 100 $</td>
</tr>
<tr>
<td>Laffleur, Pierre – Directeur des affaires académiques et internationales</td>
<td></td>
<td>12</td>
<td>19 200 $</td>
</tr>
<tr>
<td>Maurice, Luc – Secrétaire général et directeur du service juridique et à la gouvernance</td>
<td></td>
<td>12</td>
<td>660 $</td>
</tr>
<tr>
<td>Savard, Gilles – Directeur de la recherche et de l’innovation</td>
<td></td>
<td>12</td>
<td>22 700 $</td>
</tr>
</tbody>
</table>

2ème partie: Autres catégories de personnel de direction

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de personnel</th>
<th>Effectif concerné par un remboursement (1)</th>
<th>Allocations et frais remboursés</th>
<th>Étendue des frais remboursés</th>
<th>Valeur en $</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Personnel de direction des composantes de l’établissement (**)</td>
<td>6,92</td>
<td></td>
<td>Le plus élevé</td>
<td>8 300 $</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>Moyenne *</td>
<td>4 100 $</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>Le moins élevé</td>
<td>- $</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnel de direction des services</td>
<td>18,59</td>
<td></td>
<td>Le plus élevé</td>
<td>22 800 $</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>Moyenne *</td>
<td>4 200 $</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>Le moins élevé</td>
<td>- $</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnel de gérance des emplois de soutien</td>
<td>46,61</td>
<td></td>
<td>Le plus élevé</td>
<td>2 500 $</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>Moyenne *</td>
<td>200 $</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>Le moins élevé</td>
<td>- $</td>
</tr>
</tbody>
</table>

(1) Ne considérer que les personnes qui ont reçu des remboursements de dépenses ou des allocations. Ne s’applique pas autrement.

(**) Excluant le doyen et le personnel de rang équivalent, lesquels doivent être déclarés dans la première partie du tableau 3, relative au personnel de direction supérieure.
PERSONNEL DE DIRECTION SUPÉRIEURE

► Extrait de la *Politique de rémunération des hauts dirigeants de Polytechnique*, article 7, Fin de contrat – Indemnité de départ, joint à la présente.

► Description des dispositions relatives au traitement applicables en fin de mandat, lors d’une transition dans un autre poste de l’établissement : voir article 7, de l’extrait de la *Politique de rémunération des hauts dirigeants de Polytechnique* ci-joint.

► Liste des éléments de traitement autres que le salaire de base applicables au personnel de direction supérieure, voir *État de traitement*, page 1. Nous faisons référence aux autres éléments du traitement à déclarer aux fins de la Loi sur les impôts : coûts assumés pour des régimes privés d’assurance dont la valeur est imposable pour l’employé, cotisation professionnelle.

En ce qui concerne le **directeur général** : liste des éléments de traitement autres que son salaire de base, voir *État de traitement*, page 1 :

- Allocation pour véhicule : 12 964 $

- Éléments de traitement à déclarer aux fins de la Loi sur les impôts : 2 510 $.
POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DES HAUTS DIRIGEANTS
DE POLYTECHNIQUE

Extrait

7. Fin de contrat – Indemnité de départ

À la fin de son contrat, le directeur général reçoit une indemnité de base pouvant varier, selon les termes du contrat d’embauche, entre six et douze mois maximum.

À la fin de leur mandat, les directeurs fonctionnels issus du corps professoral réintègrent celui-ci et leur salaire est ajusté conformément à leur contrat d’embauche et aux conditions d’emploi prévues à la convention collective, relativement à leur classe et leur rang.

À la fin de leur mandat, les directeurs fonctionnels ne provenant pas du corps professoral et ne réintégrant pas un autre poste à Polytechnique reçoivent une indemnité de base de trois mois plus l’équivalent d’un mois par année de service jusqu’à un maximum de 12 mois.

Copie certifiée conforme,

[Signature]

Luc Maurice
Secrétaire général
Fait à Montréal le 28 août 2015